

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
15 mai 2002

Original: français

---

**Lettre datée du 14 mai 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de la République démocratique du Congo  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre en annexe de la présente la lettre datée du 10 mai 2002 que M. Léonard She Okitundu a adressée à M. Adama Dieng, Greffier du Tribunal pénal international pour le Rwanda, par laquelle il invite les autorités de ce tribunal à examiner la possibilité d'installation d'une antenne du Tribunal en République démocratique du Congo.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Atoki **Ileka**



**Annexe à la lettre datée du 14 mai 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de la République démocratique du Congo  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 10 mai 2002, adressée au Greffier du Tribunal  
pénal international pour le Rwanda par le Ministre  
des affaires étrangères et de la coopération  
de la République démocratique du Congo**

En vue de matérialiser la coopération entre le Tribunal pénal international pour le Rwanda et la République démocratique du Congo, j'ai l'avantage d'inviter les autorités du Tribunal à examiner la possibilité d'installation d'une antenne de ce dernier en République démocratique du Congo et spécialement dans la capitale congolaise.

Lors de votre visite à Kinshasa en février dernier, vous aviez affirmé que, dans leur mobilité, certains suspects ou accusés recherchés par le Procureur du tribunal évolueraient dans certains pays de la sous-région, notamment en République démocratique du Congo. Vous aviez alors souhaité une coopération étroite entre le Tribunal et mon gouvernement. Bien évidemment, toutes les autorités congolaises, y compris le chef de l'État et moi-même, avons donné notre accord de principe pour concourir à cette oeuvre de justice internationale.

Récemment, répétant la position du Gouvernement rwandais, le chef d'état-major général adjoint de l'Armée patriotique rwandaise a déclaré que les responsables des *Interahamwe* et des ex-Forces armées rwandaises suspectés ou accusés de génocide par le Tribunal, et qui menaceraient la sécurité du Rwanda, avaient leur base à Kinshasa même. Simultanément, il affirmait que son armée resterait au Congo tant que ces suspects ou accusés seraient en liberté. Il apparaît dès lors que l'arrestation de ces présumés génocidaires et leur traduction devant le Tribunal, conformément à l'article premier du statut du Tribunal et au chapitre IX de l'Accord de Lusaka, ou devant les juridictions nationales rwandaises, congolaises ou autres, s'imposent plus que jamais, pour apaiser les esprits.

Pareille initiative résoudrait à coup sûr les préoccupations sécuritaires du Rwanda, favoriserait la réconciliation nationale rwandaise et devrait logiquement amener l'Armée patriotique rwandaise à quitter la République démocratique du

**Transmis copie :**

Monsieur Kofi Annan  
Secrétaire général des Nations Unies

Madame le juge Navanethem Pillay  
Président du Tribunal

Madame Carla Del Ponte  
Procureur du Tribunal

Congo et, en conséquence, induirait la réconciliation régionale. Au cas où ces personnes recherchées ne seraient pas au Congo, seule une instance internationale et indépendante comme le Tribunal pourrait en dresser le constat de façon impartiale. Dans les deux cas, le Rwanda n'aurait plus aucun prétexte sécuritaire pour maintenir ses troupes dans mon pays.

Sur le plan pratique, l'installation d'une antenne en République démocratique du Congo serait bénéfique pour le Tribunal. En y maintenant sa présence par un service d'enquêtes du Bureau du Procureur et/ou par un service du Greffe, le Tribunal ne serait que plus proche de ses justiciables. Cette proximité géographique avec les suspects, accusés et témoins éventuels lui permettrait de mener à bien ses recherches sur le terrain congolais.

Sur le plan juridique, les articles 28 du statut et 56 du Règlement de procédure et de preuve du Tribunal prévoient cette coopération avec les États. En outre, les compétences tant *ratione loci* que *ratione personae* du Tribunal justifient une pareille localisation. Faut-il d'ailleurs rappeler que le Tribunal dispose déjà, en plus de ses bureaux d'Arusha, d'autres bureaux à La Haye, à Kigali, aussi bien qu'à New York?

Sur le plan sociopolitique, cette antenne ou bureau en République démocratique du Congo est nécessaire pour la manifestation de la justice et s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'impunité. Par la répression des coupables, cette antenne concourrait à la réconciliation entre Rwandais d'une part et, d'autre part, entre Rwandais et Congolais, car elle permettrait d'éclaircir une fois pour toutes cette épineuse question de la présence des présumés génocidaires au Congo. Ainsi, grâce à elle, la confiance renaîtrait entre les pays voisins, et la région des Grands Lacs retrouverait la paix et la sécurité. Ces idéaux de justice, de réconciliation et de paix sont les buts que la résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994 du Conseil de sécurité portant statut du Tribunal international pour le Rwanda assigne précisément à ce dernier.

Cette proposition d'érection d'une antenne du Tribunal en République démocratique du Congo est une nouvelle initiative du Gouvernement congolais, qui fait suite à sa proposition de création d'une commission internationale d'enquête sur les groupes armés en République démocratique du Congo, qui malheureusement n'a pas été acceptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui a préféré confier cette tâche à la MONUC. Et l'on sait que le Rwanda continue à évoquer l'existence de ces groupes armés (*Interahamwe* ou ex-Forces armées rwandaises) pour perpétuer sa présence militaire au Congo.

Notre invitation à la création d'une antenne du Tribunal en République démocratique du Congo matérialise l'engagement de mon gouvernement à ce que justice soit rendue aux victimes des massacres et du génocide rwandais. Elle démontre la bonne foi et la volonté de transparence du Gouvernement de la République démocratique du Congo dans le processus de désarmement des groupes armés. Elle a l'avantage de retirer tout prétexte sécuritaire au Gouvernement rwandais, rendant ainsi sans objet la présence de ses troupes d'occupation en République démocratique du Congo. De cette façon, le peuple congolais devrait recouvrer sa souveraineté et l'intégrité de son territoire. Enfin, elle vise à rétablir la paix en République démocratique du Congo et dans toute la région des Grands Lacs.

Dans l'espoir que les autorités du Tribunal saisiront cette occasion pour renforcer nos liens de coopération, je vous prie d'agréer, Monsieur le Greffier, l'expression de ma considération très distinguée.

(Signé) Léonard **She Okitundu**

---